

Ethnographier les politiques sociales et de développement en contexte de marchandisation globale

Laboratoire d'Anthropologie Prospective (Laap - Iacchos, Ucl),
avec le Centre d'Études du Développement (Dvlp - Iacchos, Ucl)
et le Laboratoire de Recherche sur les Dynamiques Sociales et le Développement Local (Lasdel - Niger)

Les ségrégations sociales et la répartition inégale des richesses (*cf.* par exemple la croissance de l'indice de Gini) sont des caractéristiques fondamentales du modèle de développement actuel. Cependant, ces processus globaux s'enracinent diversement selon les lieux et les contextes en fonction notamment des relations des personnes et des sociétés avec ces phénomènes issus de la globalisation, considérablement renforcés par la crise économique mondiale en cours depuis 2008.

Ce colloque entend interroger ces phénomènes sur la base d'un ancrage résolument empirique. Il s'agira de privilégier le point de vue des acteurs, lequel pourra être étayé par des comparaisons ; ce point de vue sera nécessairement articulé aux influences externes qui l'affectent. Nous valoriserons notamment des perspectives empiriques (Mazzochetti & de Lame, 2012) issues de la tradition de l'anthropologie du développement (Olivier de Sardan, 1995 ; Mosse, 2005, 2006), celles valorisées par l'anthropologie inversée (*Reverse anthropology*), laquelle capte la perspective des acteurs sur ce type de changements (Kirsch, 2006) et celles de l'anthropologie prospective (Hermesse, Singleton, Vuilleminot, 2011). Ce colloque est ainsi ouvert tant aux chercheurs en sciences sociales développant un travail ethnographique qu'aux acteurs de terrain et des mouvements sociaux, avec l'objectif de produire un espace commun d'analyse empirique précis de ces transformations, dans une perspective de socio-anthropologie publique.

Contexte et problématique

Fin des années 70, les gouvernements Reagan et Thatcher voient l'émergence des premières politiques néolibérales aux Etats-Unis et en Angleterre. Ce principe dit de « gouvernance » se renforce au contact des mutations radicales de la fin des années '90. Elles sont alors encadrées à la fois par les résolutions de « consensus de Washington » (1989) – dont l'objectif fut de limiter ce qui faisait écran à la libre entreprise – et par la création de l'OMC (1992). La fin du vingtième siècle se caractérise par le triomphe du capitalisme (symbolisé par la chute du mur de Berlin) et la constitution d'un marché intégré des capitaux. Ce dernier est, notamment, défini par le décroisement des banques d'affaires et de dépôts, la rencontre sans intermédiaires sur les marchés financiers des emprunteurs et des prêteurs et la déréglementation. Concomitamment, ce processus bénéficie de la révolution informatique, du déploiement d'internet et des acquis du numérique. Ce phénomène majeur a ainsi ouvert sur une réorganisation considérable de la division internationale du travail. Il conduit également à l'harmonisation des procédures et à l'échange incessant de flux d'informations. Il en résulte une rapide extension du néolibéralisme totalement inédite sous cette forme dans l'histoire de l'humanité (Abélès, 2008) et qui débouche sur la soumission de l'Etat-Nation et la transformation de sa souveraineté devant la toute-puissance des marchés. Tant au Nord qu'au Sud, les sociétés se trouvent confrontées aux dérégulations du marché du travail, aux délocalisations, à l'augmentation des flux des capitaux et des migrants ; autant de phénomènes qui accroissent l'insécurité de pans entiers de la population et portent atteinte au patrimoine organisationnel des sociétés (Bréda, Deridder, Laurent 2012). Dans ce contexte, on fait référence au concept de néolibéralisme vu comme une stratégie macroéconomique et au régime de « politiques et pratiques associées avec ou soumises à cette doctrine » (Ferguson, 2009).

Ces bouleversements ne signifient pas seulement des privatisations intenses, des politiques de dérégulation et une immobilisation de l'État au bénéfice du secteur privé. Le rôle de l'État et celui de la société civile sont aussi modifiés. Paul Cammack (2004) a notamment montré la façon dont la doctrine de la Banque Mondiale suppose des changements sociaux et institutionnels qui accroissent le néolibéralisme et engendrent des transformations sociales sans précédent. Les travaux de Burawoy (2005), dans un dialogue et une actualisation de Polanyi, ont, quant à eux, abordé cette nouvelle période comme troisième vague de marchandisation touchant à la fois le travail, la monnaie et l'environnement. Contrairement à la deuxième vague du début du XXe siècle, marquée par une forte réaction sociale et une extension générale des droits sociaux et du travail, la vague actuelle se caractérise par une offensive globale contre les politiques sociales et la société civile, par une soumission de fait de l'État au marché. L'État devient ainsi le principal vecteur de l'application des plans d'ajustements structurels, à partir des années '70, et le garant de la dérégulation néolibérale, questionnant alors le rôle nouvellement attribué aux politiques sociales et de développement.

Questionnements et perspectives d'analyse

Face à ce constat, ce colloque ambitionne de tirer un bilan précis et argumenté de ces deux dernières décennies, à partir des quatre questions suivantes :

1. Comment décrire le rôle complexe désormais assigné à l'État dans ce contexte d'économie néolibérale ? En quoi les politiques publiques, les offres d'aide et les projets proposés par les différents bailleurs de fonds sont-ils affectés par ce nouvel environnement ?
2. Comment les effets d'une économie dirigée par le capital se manifestent-ils dans la vie quotidienne des personnes ? Quelles en sont les répercussions sur les liens sociaux et les principes de la sécurité individuelle et collective ?
3. De quelle manière l'accentuation de la marchandisation et du pillage du travail et des matières premières dans les pays du « Sud Global », notamment sous l'égide de traités de libre-échange, influe-t-elle sur les moyens et les conditions d'existence des populations ?
4. En quoi la crise économique mondiale issue du crash de l'automne 2008, elle-même consécutive à la crise des *subprimes* de 2006 et de 2007, contribue-t-elle à l'approfondissement de ces politiques ? Quelles sont les conséquences sur les personnes et les sociétés ? Comment les groupes et les individus réagissent-ils à ces politiques ?

De multiples terrains

Dans le Nord, l'affaiblissement de l'État social est généralisé. En Europe, par exemple, les politiques d'austérité imposées par la Troïka (BCE, CE, FMI) affectent les droits sociaux universels et la protection du travail (Varela, 2012 & 2013) tout en priorisant le service de la dette sur toute autre dépense publique. Parallèlement, le développement de législations de complaisance (paradis fiscaux et juridiques) favorise des politiques d'arbitrage règlementaire des entreprises et encourage encore l'affaiblissement des droits sociaux (Deneault, 2014). Les effets de cette nouvelle conjoncture sont nombreux, tant sur les conditions de travail et de vie, qu'en termes de développement des mouvements de contestation sociale essentiellement dans la jeunesse des pays de la périphérie européenne : *Geração à Rasca* au Portugal, *Indignados* en Espagne ou des manifestations massives à Athènes. Le mouvement syndical organisé y a également pris part via de nombres grèves générales directement orientées contre les politiques d'austérité, y compris coordonnées à l'échelle du continent, comme ce fut le cas le 14 novembre 2012 (Dufresne et Gobin, 2013). Les politiques d'austérité étant néanmoins bel et bien mises en place par les « démocraties blindées » européennes (Demier, 2013), on assiste également à des phénomènes de repli, notamment sous la forme de tensions ethniques ou raciales, de résignation (Benson et Kirsch, 2010), voire dans certains cas du développement d'une forme de cynisme, y compris dans le champ académique (Svampa, 2008). Face à ces situations, s'observent un peu partout des réactions notamment en zones rurales par la création, par exemple, de marchés alternatifs traversés non seulement par des logiques économiques inédites (Lemaître, 2009),

mais aussi par des logiques affectives et sociales (Van Dam et al., 2012 ; Streith, 2013) ; il est aussi question de développement de monnaies les plus diverses (Maurer, 2005 ; Blanc, 2006 ; North, 2007 ; Helleiner, 2010).

Dans le même temps, les pays du *Sud global* (cf. *supra*) voient apparaître de nouveaux programmes sociaux. Ils se caractérisent le plus souvent par une logique intégrative au marché. L'étude de ces projets constitue une entrée privilégiée pour analyser les contradictions et les complémentarités de ces politiques dans leur application et leur fondement (le processus de changement de l'État en fonction des changements économiques globaux). Ainsi, par exemple, les politiques de transferts octroyant de manière focalisée et conditionnée certains droits sociaux, promeuvent en filigrane l'enrôlement de nouveaux groupes de populations au marché, via l'ouverture de comptes bancaires et l'octroi de diverses formes de crédit. Les programmes de transferts monétaires, notamment, sont devenus une des formules privilégiées de l'aide au développement et dévoilent cette rencontre des politiques de développement et de la finance (Lavinias, 2013). Une approche empirique de ces nouvelles réalités permet de mettre en lumière les effets de ces politiques sur les dynamiques locales, l'autorité, mais également sur les rapports de genre, ainsi que sur la multiplication des procédures de contrôle générées par la mise en place de telles politiques (Nagels, 2011 ; Olivier de Sardan, 2013 ; Piccoli, 2014).

Calendrier :

Soumission des propositions de communication (300 mots, français ou anglais, bibliographie sommaire et courte biographie) : 15 décembre 2014

Transmission de la décision du comité de sélection : 25 janvier 2015

Envoi d'une première version de la présentation (40.000 signes maximum espaces et bibliographie compris) : 10 avril 2015

Dates du colloque : du 6 au 8 mai 2015

Soumission des articles en vue d'une publication : 15 septembre 2015

Infos, contacts et envois des propositions via chaire.singleton.2015@gmail.com

Comité organisateur :

Luminita Anda-Mandache, Sébastien Antoine, Maria-Mercedes Eguiguren, Tom Gosseye, Lorena Izaguirre, Leslie Jaramillo, Maïté le Polain, Séverine Lagneaux, Pierre-Joseph Laurent, Emmanuelle Piccoli, Saskia Simon, Mathilde Vandrooghenbroeck (Laboratoire d'anthropologie prospective et Centre d'études du développement, Université catholique de Louvain)

Comité Scientifique :

Luminita Anda-Mandache (University of Arizona et Laap-UCL), An Ansoms (Dvlp-UCL), Sébastien Antoine (Laap-UCL), Maria-Mercedes Eguiguren (Dvlp-UCL et Flacso, Equateur), Alain Deneault (Udem et Uqam, Canada), Tom Gosseye (FNRS, Laap-UCL), Lorena Izaguirre (Dvlp-UCL et PUCP, Pérou), Marc Jacquemain (ULg), Pascale Jamouille (Université de Mons et Laap-UCL) Leslie Jaramillo (Dvlp-UCL et PUCP, Pérou), Maïté le Polain (Dvlp-Cirtes-UCL), Séverine Lagneaux (FNRS, Laap-UCL), Pierre-Joseph Laurent (Laap-UCL), Andreia Lemaître (Dvlp et Cirtes-UCL), Stéphane Leyens (Université de Namur), Jacinthe Mazzocchetti (Laap-UCL), Bill Mauer (University of California, Irvine), Jean-Pierre Olivier de Sardan (Lasdel, Niger), Emmanuelle Piccoli (FNRS, Laap et Dvlp-UCL), Marc Poncelet (ULg), Luciene Rodrigues (Universidade Estadual de Montes Claros, Brésil), Olivier Servais (Laap-UCL), Saskia Simon (Laap-UCL), Michel Streith (CNRS, Université Blaise Pascal de Clermont-Ferrand), Mathilde Vandrooghenbroeck (FNRS, Dvlp et Cirtes, UCL), Anne-Marie Vuilleminot (Laap-UCL), Isabel Yopez del Castillo (Dvlp-UCL).